

## **Retraite : pas touche à l'avenir**

Le gouvernement veut dégrader une nouvelle fois les systèmes de retraites en France. Une campagne médiatique se développe sur le thème « les dépenses vont augmenter du fait de l'espérance de vie », sans dire que la richesse nationale augmente également.

Les organisations syndicales doivent être les interlocuteurs privilégiés du gouvernement en ce qui concerne les retraites. Ceci étant posé, nous nous battons pour :

- **Le maintien de l'âge légal du départ à la retraite à 60 ans.**
- **La sauvegarde du système par répartition**, fondé sur la solidarité entre les générations.
- **Un niveau de pension permettant aux retraités de vivre correctement** (1 million de retraités vivent sous le seuil de pauvreté et 50% ont une retraite inférieure à 1000 EUR).
- **L'introduction de nouvelles ressources dans le système** (par exemple : prélèvement des cotisations sur les stock-options et autres rémunérations non assujetties, 5 milliards d'euros de recette possibles selon le rapport de la Cour des Comptes).
- **Les salariés qui ont occupé des emplois pénibles doivent pouvoir bénéficier d'une retraite anticipée** (par exemple en majorant d'un coefficient les trimestres travaillés).
- **Nous voulons que les salariés puissent faire valoir leurs droits à la retraite dès lors qu'ils ont cotisé le nombre de trimestres requis.**
- **Il faut une politique économique créatrice d'emploi pour tous** – par exemple en luttant contre les licenciements boursiers et en orientant les financements bancaires et publics vers la formation et l'investissement créateur d'emploi – **qui contribuera à financer les retraites.**
- **Des mesures vigoureuses et effectives pour le maintien dans l'emploi des plus de 50 ans** (le taux d'emploi des plus de 55 ans est de 35%).

Nous considérons que la retraite est un droit humain à garantir par une nouvelle répartition des richesses et que la question du financement est un débat de société.

**Les organisations politiques de gauche locales suivantes (...) vous appellent à participer massivement aux manifestations syndicales pour la défense des retraites, notamment le 1<sup>er</sup> Mai à Dreux.**